

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Édition Chronologique n° 49 du 30 novembre 2017

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

Texte 3

INSTRUCTION N° 17001/ARM/SGA/DAJ/DAPM/BGM/SRH

relative à l'attribution aux commis greffiers du service de la justice militaire de la prime de haute technicité prévue à l'article 3 bis du décret n° 54-539 du 26 mai 1954 modifié instituant une prime de qualification en faveur de certains officiers et militaires non officiers à solde mensuelle.

Du 6 octobre 2017

INSTRUCTION N° 17001/ARM/SGA/DAJ/DAPM/BGM/SRH relative à l'attribution aux commis greffiers du service de la justice militaire de la prime de haute technicité prévue à l'article 3 bis du décret n° 54-539 du 26 mai 1954 modifié instituant une prime de qualification en faveur de certains officiers et militaires non officiers à solde mensuelle.

Du 6 octobre 2017

NOR A R M S 1 7 5 1 9 3 9 J

Références :

Décret n° 54-539 du 26 mai 1954 (BO/G, p. 2573 ; BO/M, p. 2852 ; BO/A, p. 835 ; BOEM 420-0.3, 710.3.1).

Décret n° 2017-1005 du 9 mai 2017 (n.i. BO ; JO n° 110 du 11 mai 2017, texte n° 143).

Arrêté du 25 novembre 2004 (JO du 27 novembre 2004, p. 20158 ; BOC, 2004, p. 6473 ; BOEM 420-0.3).

Pièce(s) Jointe(s) :

Deux annexes.

Texte abrogé :

Instruction n° 1606145/DEF/SGA/DAJ/DAPM/BGM/SRH du 5 août 2016 (BOC n° 43 du 22 septembre 2016, texte 4 ; BOEM 420-0.3, 540.3.3.3).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 540.3.3.3

Référence de publication : BOC n° 49 du 30 novembre 2017, texte 3.

1. GÉNÉRALITÉS.

La présente instruction fixe les modalités et la procédure d'attribution ou de retrait de la prime de haute technicité, instituée par le décret de première référence, aux sous-officiers commis greffiers.

Le montant de cette prime est fixé par l'arrêté de référence.

2. PRINCIPES D'ATTRIBUTION DE LA PRIME DE HAUTE TECHNICITÉ.

La prime de haute technicité est attribuée à la vacance, dans la limite d'un contingent annuel alloué au service de la justice militaire, aux commis greffiers satisfaisant aux conditions suivantes, fixées par le décret de première référence :

- être sous-officier ;
- être classé à l'échelle de solde n° 4 ;
- compter au moins 15 ans de services militaires.

3. PROCÉDURE.

La prime est attribuée ou retirée par la ministre des armées (directeur des affaires juridiques) après l'examen des dossiers par la commission prévue par la présente instruction, sauf dans le cas prévu au point 3.3.2.1.

3.1. Avis.

Chaque année, la section « ressources humaines » de la division des affaires pénales militaires (DAPM) édite et fait parvenir au chef du bureau des greffiers militaires de la DAPM et au chef du dépôt des archives de la justice militaire la liste des commis greffiers remplissant les conditions fixées par le décret de première référence.

Un avis est demandé au chef du bureau des greffiers militaires de la DAPM ou au chef du dépôt des archives de la justice militaire en fonction de l'affectation du commis greffier.

Les modalités d'expression de cet avis sont rédigées selon le modèle figurant en annexe I. pour une attribution de prime ou selon le modèle figurant en annexe II. pour un retrait de prime.

3.2. Rôle de la commission.

La commission est composée du chef du bureau des greffiers militaires ou du chef de la section « ressources humaines » du bureau des greffiers militaires de la DAPM, d'un officier greffier et d'un commis greffier. Elle est assistée d'un secrétaire (officier greffier ou commis greffier de la DAPM) et présidée par le chef de la division des affaires pénales militaires. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

En tant que de besoin, la commission se réunit pour procéder à l'examen des dossiers des militaires :

- proposables à l'attribution de la prime de haute technicité ;
- disposant déjà de la prime de haute technicité, afin d'examiner une éventuelle proposition de retrait.

À l'issue de cette réunion, la commission soumet à la décision du directeur des affaires juridiques la liste des militaires par ordre de mérite pour l'attribution ou le retrait de la prime de haute technicité.

3.3. Attribution ou retrait.

3.3.1. Attribution de la prime de haute technicité.

La prime de haute technicité est attribuée à la vacance et cette décision est notifiée à l'intéressé dans les formes administratives.

La décision fait l'objet d'une publication au *Bulletin officiel des armées* et est insérée dans les pièces matricules du militaire.

La section « ressources humaines » du bureau des greffiers militaires de la division des affaires pénales militaires (DAPM), organisme d'administration (OA) du corps des officiers et commis greffiers du service de la justice militaire saisit la décision dans l'application « système d'information/ressources humaines (SI RH) » pour l'ouverture du droit à la prime.

3.3.2. Retrait de la prime de haute technicité.

La prime de haute technicité ne constitue toutefois pas un droit acquis et peut être retirée de plein droit ou sur proposition du chef du bureau des greffiers militaires de la DAPM ou du chef du dépôt des archives de la justice militaire.

3.3.2.1. Retrait de plein droit.

Le droit à la prime de haute technicité est retiré aux militaires placés en position de retraite ou de non-activité, à l'exception pour ces derniers de ceux placés en congé de longue durée pour maladie et en congé de longue maladie (cf. articles R4138-47 à R4138-58 du code de la défense).

Cette décision ne nécessite pas la réunion de la commission. Elle est notifiée au militaire dans les formes administratives et insérée dans ses pièces matricules.

La section « ressources humaines » du bureau des greffiers militaires de la division des affaires pénales militaires (DAPM), organisme d'administration (OA) du corps des officiers et commis greffiers du service de la justice militaire, saisit la décision dans l'application « système d'information/ressources humaines (SI RH) » pour la fermeture du droit à la prime.

3.3.2.2. Retrait sur demande.

La prime de haute technicité peut être retirée lorsque le militaire perd le haut niveau de technicité dans la qualification qui lui en a ouvert le droit.

Cette décision est prise par la ministre des armées (directeur des affaires juridiques) après l'examen des dossiers par la commission mentionnée au point 3.2. qui se réunit alors en tant que de besoin, selon le modèle prévu en annexe II.

La décision est notifiée au militaire dans les formes administratives et la section « ressources humaines » du bureau des greffiers militaires de la division des affaires pénales militaires (DAPM), organisme d'administration (OA) du corps des officiers et commis greffiers du service de la justice militaire saisit la décision dans l'application « SI RH » pour la fermeture du droit à la prime.

4. ABROGATION - PUBLICATION.

L'instruction n° 1606145/DEF/SGA/DAJ/DAPM/BGM/SRH du 5 août 2016 relative à l'attribution aux commis greffiers du service de la justice militaire de la prime de haute technicité prévue à l'article 3 bis. du décret n° 54-539 du 26 mai 1954 modifié, instituant une prime de qualification en faveur de certains officiers et militaires non officiers à solde mensuelle, est abrogée.

La décision fait l'objet d'une publication au *Bulletin officiel des armées* et est insérée dans les pièces matricules du militaire.

Pour la ministre des armées et par délégation :

L'adjointe à la directrice des affaires juridiques,

Camille FAURE.

ANNEXE I.
ATTRIBUTION DE LA PRIME DE HAUTE TECHNICITÉ - AVIS.

ATTRIBUTION DE LA PRIME DE HAUTE TECHNICITÉ.

-

AVIS

Organisme :

Avis favorable - défavorable (1) à l'attribution de la prime de haute technicité.

Au commis greffier de classe :

Nom, prénom :

Identifiant défense :

Numéro SAP (CONCERTO) :

Lieu d'affectation :

Avis motivé :

Cachet, date et signature

(1) rayer la mention inutile

Avis de la commission

ANNEXE II.
RETRAIT DE LA PRIME DE HAUTE TECHNICITÉ - PROPOSITION.

RETRAIT DE LA PRIME DE HAUTE TECHNICITÉ.

-

PROPOSITION

Organisme :

Proposition de retrait de la prime de haute technicité attribuée par décision de référence n°
du

Au commis greffier de classe :

Nom, prénom :

Identifiant défense :

Numéro SAP (CONCERTO) :

Lieu d'affectation :

Avis motivé :

Cachet, date et signature

(1) rayer la mention inutile

Avis de la commission